



## Blanchiment d'argent et financement du terrorisme

Dr Mohammed H. Al-Faidi

Chercheur économique

Le blanchiment d'argent est l'un des crimes financiers les plus graves qui ont des effets négatifs sur l'économie et la société et sont le dénominateur commun de tous les types de crimes et d'activités illégaux, y compris le financement du terrorisme. L'énoncé du lien entre le phénomène du blanchiment d'argent et le terrorisme exige que l'on évoque l'évolution historique du phénomène, clarifie les concepts qui y sont liés, ses différentes étapes, les moyens utilisés, en plus de faire la lumière sur ses effets et de préciser les moyens de le combattre.

### Revue historique

Des études historiques mentionnent que le terme: blanchiment d'argent (Money Laundering) a commencé à être utilisé de manière conventionnelle aux États-Unis, entre 1920 et 1930. Le personnel de sécurité américain ayant utilisé (blanchiment d'argent) pour dénoncer un phénomène criminel, que les gangs de la mafia étaient en train de mettre en place en établissant des blanchisseries afin d'investir l'argent qu'ils ont obtenu illégalement, tel que le commerce de la drogue, et cacher l'origine de ces fonds. Les revenus du commerce illicite étaient ainsi inclus dans les revenus quotidiens des blanchisseries, ces revenus étant taxés. Il a donc été dit que les profits du commerce illicite étaient blanchis. Tout comme les vêtements impurs sont lavés pour pouvoir être utilisés, les fonds d'origine criminelle doivent être nettoyés et échangeables.

Il est toutefois difficile de dire que le blanchiment d'argent sous cette forme criminelle a commencé aux États-Unis, car il a été rapporté que les premiers blanchisseurs étaient plutôt des gangsters de la Chine ancienne, où le commerce et les profits qui en résultent étaient un moyen de cacher l'argent du crime dans les palais des souverains et de garder les yeux de la police et des autorités de l'accès à la réalité de la richesse de certaines familles qui se livraient au commerce pour dissimuler les fonds de la criminalité, en particulier les crimes de vol et de saisie de l'argent des paysans.

## Définitions révélatrices

Le terme «blanchiment d'argent», utilisé aujourd'hui par de nombreux organes législatifs et exécutifs, peut paraître à beaucoup d'entre nous, vague et incertain.

Le Fonds monétaire arabe a défini le blanchiment d'argent comme un ensemble de mesures visant à dissimuler la véritable source d'argent et de biens dérivés d'actes criminels, à légitimer ces fonds et à les réinjecter dans l'économie.

L'Agence monétaire saoudienne (SAMA) a souligné que le blanchiment d'argent est un processus utilisé par les criminels pour dissimuler la source d'argent illicite résultant d'activités criminelles telles que le trafic de drogue, l'extorsion et la fraude, la contrefaçon, la vente d'armes illégales, le vol et la corruption, le cambriolage et la contrebande, la prostitution, la cyber fraude, l'évasion fiscale, etc. Les blanchisseurs d'argent cherchent à cacher la source de ces fonds illicites, à les légitimer et à les utiliser librement.

## Phases et étapes

Le blanchiment d'argent passe par trois étapes:

- La première étape est la phase de recrutement ou de remplacement, qui consiste à essayer d'introduire des fonds provenant de crimes et d'activités illégales dans le système financier et bancaire.
- La deuxième étape est la phase de couverture, qui repose sur une série d'opérations financières et bancaires visant à brouiller les sources de fonds illicites, puis à les séparer de leurs sources.
- La troisième étape est la phase de consolidation, au cours de laquelle ces fonds sont réinjectés dans l'économie pour être légitimes.

Le blanchiment d'argent procure aux criminels un certain nombre d'avantages. C'est un moyen viable de se distancer de la suspicion d'activités criminelles génératrices d'argent, d'éviter poursuites et litiges, de veiller à ce que ces fonds soient conservés, qu'ils ne soient pas confisqués, et qu'ils soient réemployés dans des activités illicites telles que le financement du terrorisme.

## Moyens et outils

Les moyens de blanchiment d'argent se caractérisent par la modernité, l'apparition de nouvelles innovations et instruments financiers et bancaires, ainsi que par des mesures d'ouverture et de libéralisation financière et par la profondeur de l'intégration transfrontalière des systèmes

financiers et bancaires. Compte tenu du caractère international des opérations de blanchiment d'argent et du fait qu'elles ne soient pas délimitées par des frontières géographiques, une seule opération peut souvent impliquer un grand nombre d'institutions financières et bancaires de différents pays.

### **Les principaux moyens utilisés dans le blanchiment d'argent sont:**

- Création de sociétés et d'institutions à caractère commercial ou de service, en vue d'ouvrir des comptes auprès des banques et de déposer des espèces illicites, comme si elles résultaient d'une activité légitime.
- Fragmentation des opérations de dépôt, en divisant les montants importants en un certain nombre de petits montants, en les déposant de différentes manières et en les distribuant à plusieurs villes et à des moments différents, d'une manière qui rend difficile de noter le grand volume d'argent déposé.
- Acquisition de marchandises précieuses telles que les antiquités, les bijoux, les tableaux rares, les biens immobiliers et les voitures de luxe... en payant leur valeur en espèces, puis les vendant contre des chèques bancaires (chèques) déposés dans des banques, sans éveiller les soupçons. De telles activités ne visent pas à réaliser des profits, car leurs propriétaires sont disposés à vendre pour un prix inférieur au prix d'achat et à supporter des pertes pour cacher les sources de leur argent.
- Investissements en devises et dans des produits de base négociés en bourse. L'achat en espèces, la vente ainsi que le recouvrement de valeur via des instruments bancaires pouvant être facilement déposés dans les banques.
- Collusion avec des banques et des gouvernements qui ferment les yeux sur le blanchiment d'argent et fournissent la confidentialité requise aux titulaires de comptes, pour réaliser des intérêts communs.
- Le financement du terrorisme utilise les mêmes moyens auparavant cités, à la différence près que les sources de financement dans le financement du terrorisme ne sont pas nécessairement illégales, alors que les sources de financement des crimes financiers sont inévitablement illégales.

### **Effets et résultats**

Le blanchiment d'argent a des effets macroéconomiques négatifs: sa propagation dans une économie compromet la capacité des autorités à mettre en œuvre de manière adéquate les politiques macroéconomiques, en raison du manque de crédibilité des données et statistiques économiques disponibles, faute de mesure et de prévision de l'ampleur de ces opérations. En outre, les graves fluctuations dans les mouvements d'argent et des dépôts, ainsi que les flux

associés au blanchiment d'argent affectent la stabilité du marché monétaire et de celui des changes. L'impact du blanchiment d'argent et des activités criminelles connexes sur la perturbation de la répartition des ressources et de la richesse dans l'économie ne doit pas être négligé. L'un des effets négatifs du blanchiment d'argent est la prolifération d'activités illicites telles que le trafic de drogue, la corruption administrative et financière et autres, qui contribuent à la destruction de l'environnement social et moral des nations.

### Contrôle et résistance

Les efforts et la résistance au blanchiment d'argent ne doivent pas seulement être considérés comme appartenant à des organismes de lutte contre la criminalité, ils doivent être considérés comme d'importance générale pour la stabilité financière. L'importance de ce phénomène est apparue au cours des dernières années, compte tenu de la croissance annuelle importante du blanchiment d'argent pratiquée par le système financier et bancaire mondial, estimée par le FMI entre 600 et 1,5 milliard de dollars américains. Ces opérations représentent entre 20% et 50% du PIB mondial. Selon les estimations, le blanchiment d'argent dans le monde se chiffrerait à 2 800 milliards de dollars.

Les questions de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et les activités illégales ont fait l'objet d'une attention croissante de la part de divers acteurs politiques, économiques et bancaires internationaux. En 1989, le Groupe des Sept pays industrialisés a créé le groupe de travail sur l'action financière contre le blanchiment d'argent (GAFI) qui a pour objectif de sensibiliser les pays aux dangers du blanchiment d'argent, de formuler des recommandations à ce sujet et d'examiner en permanence les tendances en matière de blanchiment d'argent afin de prendre des mesures pour les combattre et de surveiller les progrès accomplis dans l'application de ces mesures et procédures.

Le groupe a formulé quarante conseils, qui sont devenus l'axe principal des plans et procédures de lutte contre le blanchiment d'argent, et y a ajouté, après les événements du 11 septembre 2001 et l'émergence de la menace de financement du terrorisme, huit nouvelles recommandations. Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a publié des documents et des lignes directrices conformes aux 40 recommandations, comprenant des procédures précises qui permettent de connaître les clients afin de renforcer la crédibilité du système bancaire et d'empêcher son utilisation à des fins illégales.

Il est important de noter ici que cette activité internationale de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ne s'est pas limitée aux institutions, organisations et groupes concernés par les activités économiques, financières et bancaires, mais a également inclus

d'autres. Outre l'ONU et ses divers programmes, il existe des organisations anti-crime telles qu'Interpol.

Les pays islamiques ont tenu à coopérer aux efforts internationaux visant à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement de terrorisme.

Ils ont adopté une législation relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et mis en place des comités, organes et unités nationaux chargés de surveiller et de mettre en œuvre des politiques de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Des instructions détaillées ont été données aux institutions financières et bancaires sur les exigences de ces opérations et sur la réduction de leurs risques, en plus de la tenue de nombreux séminaires et ateliers de formation pour sensibiliser aux questions de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.